1 – La croissance économique actuelle n'est pas compatible avec le développement durable.   
A – Une croissance destructrice.   
 L'épuisement des ressources naturelles compromet la croissance et les chances des générations futures   
de satisfaire leurs besoins. Les pays les plus riches sont les plus gros consommateurs d'énergie par   
habitant. (Doc. 2) La croissance des pays émergents est fortement consommatrice de ressources   
naturelles. (Doc. 1) Nourrir une population croissante risque d'être problématique à l'avenir pour les pays   
pauvres. (Doc. 5)   
 La croissance actuelle génère des externalités négatives, en particulier la pollution, qui risquent d'entraîner   
des conséquences graves pour l'humanité : pollution des eaux, dérèglement climatique... (Doc. 3)   
B – Une croissance inégalitaire.   
 La croissance mondiale n'a pas permis une réduction des inégalités entre pays riches et pays pauvres ;   
elles se sont plutôt aggravées. (Doc. 4 a)   
 La croissance économique ne permet pas toujours de réduire les inégalités internes dans les pays. (Doc. 4   
b) Pauvreté persistante, faible développement humain si la répartition des richesses est très inégale et les   
investissements publics dans la santé et l'éducation insuffisants.   
2 – Une croissance économique plus respectueuse de l'environnement et plus équitable est   
nécessaire pour réaliser un développement durable.   
A – Des mesures pour intégrer la protection de l'environnement.   
 Limiter les émissions de gaz à effet de serre. Protocole de Kyoto, rediscuté à partir de décembre 2009 à   
Copenhague. Trois mesures sont possibles : réglementation, taxation, marché des droits. (Doc. 3)   
 Une croissance plus économe en énergie. Généralisation du recyclage ; investissements massifs dans les   
énergies renouvelables ; développement des transports en commun et du ferroutage ; privilégier les   
circuits courts entre producteurs et consommateurs.   
B – La croissance est nécessaire au développement des pays du Sud.   
 Les pays du Nord doivent limiter leur ponction sur les ressources naturelles en favorisant la croissance des   
services au détriment de celle des biens, afin de permettre aux pays en développement (PED)   
d'enclencher la croissance indispensable à la satisfaction des besoins fondamentaux des populations.   
(Doc. 6) Mais les prévisions de consommation d'énergie par habitant pour 2030 montrent toujours une   
surconsommation pour les pays du Nord. (Doc. 2)   
 Favoriser l'adoption de normes de production moins polluantes et plus économes en énergie dans les PED   
passe par une coopération technologique plus poussée entre le Nord et le Sud. (Doc. 1)

Depuis la seconde moitié du 20° siècle la notion de développement durable prend de l’importance dans l’ensemble de la planète. Le développement durable est un développement qui répond aux besoins des générations du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs. Il rassemble trois domaines qui deviennent les piliers du développement durable, les domaines : Economique, Sociale et Ecologique. Cette notion est apparut à cause des conséquences néfastes de la croissance, qui est généralement définie comme l’augmentation soutenue, pendant une période longue, de la production d’un pays. En effet cette croissance à des effets néfastes sur l’écologie et les ressources naturelles.   
On peut alors se demander si la croissance et le développement durable sont compatibles ? Et sous quelles conditions ?   
Dans une première partie nous allons voir que le développement durables et la croissance sont compatibles mais à certaines conditions. Mais dans une seconde partie nous allons observer les limites de cette comptabilité.   
  
Les énergies nécessaires au développement et à la croissance sont pour la plupart, non-renouvelable, comme le pétrole. En effet les découvertes des puits de pétrole qui ont commencées au milieu du 19°siècle se sont ralentit de nos jours. On observe que depuis 1980 la différence annuelle entre les découvertes de réserves pétrolières et la consommation de pétrole est négative. C'est-à-dire que l’on consomme plus que l’on découvre. Aux longs thermes, les générations suivantes connaitront une récession de pétrole, comme de l’eau par exemple. De plus le prix de ce pétrole devrait augmenter considérablement, proportionnellement à sa rareté, mais ce n’est pas vraiment le cas, ce qui fait que la consommation reste la même. Mais ces ressources sont essentielles pour la croissance, pour le commerce et les exportations, pour l’ouverture vers le monde mais aussi c’est un critère qui rentre dans le genre et le niveau de vie (Qui traduit le bien être d’une population). C’est là que se pose l’enjeu du développement durable, rappelé dans le document 2) : « Si le monde disposait seulement d’une offre fixe de ressources naturelles non-renouvelables, comment les générations futures pourraient-elles satisfaire leurs besoins ? » C'est-à-dire qu’il faut gérer et contrôler sa consommation d’énergie non-renouvelable de façon à ce que les futures générations n’en manque pas. Car si, de nos jours on épuise les ressources de pétrole mondial, alors les générations suivantes devront s’en passer et le niveau de consommation serait touché par l’absence de pétrole (en prenant l’hypothèse qu’aucune énergie ne le remplace).   
Pour gérer ces énergies non-renouvelables, ce n’est pas qu’au niveau national qu’il faut prendre des décisions mais bien au niveau mondial. La plupart des pays développés ont pris conscience du risque d’épuisement des ressources planétaires, c’est pourquoi, les pays les plus riches ont mit en place le protocole de Kyoto, ouvert à la ratification le 16 mars 1998 et entré en vigueur en février 2005. Ce protocole envisage que les pays en développement et les pays développés diminuent leurs émissions d’effet de serre, en fonction de leur croissance. 156 pays avaient rejoints ce protocole mais ni les Etats-Unis, ni l’Australie, qui sont de gros consommateur d’énergie. Le protocole de Kyoto force les pays énergivore à faire face à leur forte consommation d’énergie et les conséquences que cela engendre.   
Les résultats dut à ces politiques sont assez convainquant. En effet les pays de l’OCDE sont devenus moins énergivores, et presque la totalité des pays ayant rejoints le protocole de Kyoto ont baissé leurs émissions de gaz à effet de serre.   
Dans cette première partie on voit que la croissance et le développement durables peuvent être compatibles, à condition que les pays adhèrent à des politiques de baisse de consommation d’énergie non-renouvelable. Ceci permettra aux générations futures de ne pas manquer de ces énergies, ce qui ne posera pas d’obstacles à leur croissance, à leur développement mais aussi au bien être de la population.   
  
Mais, il se pose quand même des problèmes à ces politiques de développement durable, comme le fait que certains pays émergent ou encore les Etats-Unis et l’Australie n’ont pas ratifiés le protocole de Kyoto. Les pays émergents connaissent une forte croissance, chaque année en moyenne, le PIB de ces pays augmente de 5,8 % entre 1998 et 2007. L’exemple de la Chine et d’autant plus éloquent, entre 1988 et 1997, chaque année en moyenne le PIB a augmenté de 9,9%. L’absence d’un développement durable met en danger les ressources naturelles, et donc les générations futures. Aux Etats-Unis, la politique de développement durable est moins stricte, la population est moins sensibilisé et fait moins d’économie d’énergie (ce qui pour un pays de 310 millions d’habitants et où de grandes entreprises sont implantées, représente de forte consommation.). Même si entre 1998 et 1973, l’intensité énergétique, c'est-à-dire la quantité d’énergie nécessaire pour produire 1000 dollar de PIB, à baisser de 30% en Amérique du nord, le taux reste un des plus élevé, plus élevé que celui de l’Asie.   
Pour les pays nord-américains il se pose aussi le problème de l’empreinte écologique. C’est un indicateur mit en place avec la prise de conscience dut au développement durable. Il calcul la surface totale de terre productive nécessaire ou d’espace marins, nécessaire pour subvenir aux besoins primaires comme aux besoins d’énergie d’une population. Cet indicateur nous indique que les pays Nord Américains ont un mode de vie très énergivore (avec 9,6 hectares par personnes en 1999), ce sont les plus énergivores de la planète.   
C’est pourquoi, pour ces pays-ci la croissance n’est pas compatible avec le développement durable puisqu’aucunes politiques d’économie d’énergie n’est mise en place.   
En outre, la croissance nécessite une consommation d’énergie, le plus souvent non-renouvelable. Mais d’après W.W. Rostow, l’intérêt du développement durable n’apparait qu’à la dernière étape de la croissance, « la société de consommation de masse » qui marque le bon développement de l’économie. Cette étape s’accompagne d’une tertiarisation, d’un IDH élevé que ni la Chine ni les NPI, ni les pays émergents ne connaissent. Leur intérêt pour le développement durable n’est pas encore apparut. C’est le rôle des pays déjà développés d’encourager ceux qui ne le sont pas à adopter un développement durable. Une forte croissance est donc indispensable au développement durable. La croissance permet aussi de générer des revenus de richesse minimums permettant à l’état d’encourager la population comme les entreprises à baisser leur consommation d’énergie non-renouvelable et d’encourager les énergies renouvelables. De plus pour pouvoir réaliser ces deux objectif il faut connaitre le progrès technique qui permet la création de nouvelles consommation d’énergie comme l’énergie photovoltaïque par exemple. Ce progrès technique permet aussi de créer autant de richesses en utilisant moins d’énergie, ce qui baisse l’intensité énergétique. Donc il est plus facile d’adopter un développement durable avec une forte croissance qui permet des revenus de richesse minimum et un progrès technique.   
On notera que le fait que les Etats-Unis portent moins d’intérêt au développement durable montre que même si une forte croissance est indispensable au développement durable, ces deux notions ne sont pas forcément compatibles dans les pays développés.   
Dans cette seconde partie nous avons vu que pour que le développement soit durable il faut que le pays connaisse une forte croissance, du progrès technique et une richesse minimum. Mais pour cela il faut que la croissance soit arrivé à un stade élevé, la plus grande parti de la croissance des pays se fait sans développement durable. Et ce lien n’est pas approuvé à tous les pays car les Etats-Unis par exemple ne sont pas dans un développement durable strict, avec de grandes politiques d’économie d’énergie. Mais ce pays progresse tout de même dans son développement durable.   
  
En conclusion on a vu dans une première parti que la croissance et le développement durable pouvaient être compatibles avec des politiques d’économie d’énergie ou encore des actions mondiales comme le protocole de Kyoto, qui force les pays à prendre conscience des enjeux du développement durable. Mais dans une seconde parti on a vu que le développement durable n’était possible que grâce à une croissance déjà fortement avancée. En effet sans croissance il n’y a pas de développement durable. Les pays émergents ne connaissent pas un développement durable dès le début de leur croissance, ou alors il favorise plus la croissance quiète à exclure le développement durable. C’est ce qui c’est passé avec les pays développés qui aujourd’hui font prendre conscience aux pays en développement des risques de leur croissance sur la planète.   
La croissance et le développement durable sont donc compatibles sous conditions de politiques économiques et écologiques, et d’une opinion commune mondiale. Enfin le développement durable est favorisé par la croissance. Les pays ne connaissant pas une croissance répartir, permettant le progrès techniques, ne connaissent pas un développement durable.